

Bien commun

Orientation bibliographique

Nathalie Halgand

Responsable du centre de ressources documentaires, Institut national du patrimoine

Cette orientation bibliographique a été préparée par le centre de ressources documentaires (CRD) du département des conservateurs de l'Institut national du patrimoine.

Elle n'a pas prétention à être exhaustive mais propose les références de quelques outils essentiels faciles à se procurer, pour aider ces professionnels dans leurs missions.

*Les ouvrages et articles précédés d'un * sont consultables au centre de ressources documentaires de l'Inp.*

Définition

Le bien commun est un concept philosophique ancien, remis en question dans la modernité, qui connaît dans le débat contemporain un **regain d'intérêt**, ou du moins une approche plus positive, notamment **dans le champ du droit**.

Sens 1 : Le bien commun est ce qui est profitable à long terme pour l'ensemble des membres de la société.

Sens 2 : Le bien commun est l'ensemble de ce qui soutient la coexistence des membres de la société et par conséquent leur être même.

Dicopart.fr [en ligne], < <https://www.dicopart.fr/fr/dico/bien-commun> > (consulté le 6 janvier 2026).

*CORNU Marie, ORSI Fabienne, ROCHFELD Judith, *Dictionnaire des biens communs*, 2^e édition mise à jour, Paris, PUF, 2021, (coll. Quadrige, 1762-7370. Dicos poche), 1354 p.

Voir notamment :

C. Le Bris, « Patrimoine commun de l'humanité », p. 889-893.

M. Deffairi « Patrimoine commun de la nation », p. 893-897.

V. Négri, « Patrimoine culturel (droit international) », p. 897-902.

V. Négri, « Patrimoine culturel (droit interne) », p. 902-905.

COTE : INS-1.2-Dic

Que sont les "communs", les "biens communs", les "patrimoines communs", les "choses communes" ? Ces notions sont fortement mobilisées aujourd'hui dans nombre de disciplines des sciences sociales et actions de citoyens. Leur poussée traduit une évolution des pratiques sociales : sous la pression de la crise écologique et de la transformation numérique notamment, les biens seraient davantage mis en partage. Logiciel libre, encyclopédie et habitat participatif, vélos ou voitures en usage successif, entreprise qui serait le "bien commun" de toutes les parties prenantes : les notions des communs intéressent les domaines de la culture, de la protection de l'environnement, de l'urbanisme, de la santé, de l'innovation, du travail, etc. La mobilisation est intense car elles autorisent à penser le changement social sur la base d'un réinvestissement du collectif, des communautés, de l'usage et du partage. Elles permettent de proposer des réinterprétations des valeurs fondatrices des sociétés contemporaines tels le rôle de l'État, de la propriété et des formes d'expression de la démocratie. Elles appellent à la fois une réflexion théorique, un débat politique et se concrétisent dans des expériences citoyennes. Ce dictionnaire, à mi-chemin entre le vocabulaire et l'encyclopédie, se veut un outil de compréhension de l'ensemble de ces phénomènes.

1. Histoire, archéologie, patrimoine

*BAL Marie-Claude, ROUVELLAC Eric (dir.), *Réflexions et projets autour du patrimoine*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2017, 180 p.

COTE : ECO-7-Ref

*Patrimonialiser c'est protéger un patrimoine, le valoriser et le transmettre aux générations futures. L'exercice souhaité dans cet ouvrage consiste donc à définir l'objet patrimoine et à interroger des acteurs très divers, particuliers ou professionnels issus des collectivités territoriales, des sciences humaines et sociales, (archéologues, géographes, sociologues, historiens, paléocéologues), d'associations ou encore de cabinets d'expertise sur le processus de la patrimonialisation. Les auteurs reviennent sur l'évolution du modèle de la patrimonialisation selon des points de vue différents et développent plusieurs exemples de mise en valeur du patrimoine. D'abord considéré comme un outil de conservation puis un élément identitaire de la nation, le patrimoine est devenu une ressource essentielle qui légitime la construction de projets de développement territorial en leur donnant du sens et permet également de questionner la dimension culturelle des constructions territoriales. Le patrimoine est lié à l'histoire des sociétés. Il va donc falloir apprendre à gérer les contradictions qui existent entre la volonté de préserver un patrimoine et notamment un espace naturel au nom du **bien commun** et les usages de celui-ci ? Le véritable risque aujourd'hui est celui du tout patrimoine qui peut conduire à sa banalisation, ou à son inaccessibilité.*

*BERTACCHINI Enrico, BRAVO Giangiacomo, MARRELLI Massimo & SANTAGATA Walter (dir.), *Cultural commons. A new perspective on the production and evolution of cultures*, textes issus du « CSS-Ebla international workshop on cultural commons » (Turin, janvier 2010), Cheltenham, Edward Elgar, 2012.

<<https://doi.org/10.4337/9781781000069>> (consulté le 6 janvier 2026).

**Les biens communs. Usages et protection* [en ligne] : actes du colloque organisé par l'IERDJ, le 29 septembre 2023 à la Cour administrative d'appel de Marseille, Paris, Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice, 2024, 132 p.

<<https://gip-ierdj.fr/fr/publications/les-biens-communs-usages-et-protection/>> (consulté le 6 janvier 2026).

Ces travaux interrogent la notion même de bien commun et posent la question de son appréhension et de son usage devant les prétoires et par les juges, qu'il s'agisse de la gestion, de la gouvernance de ces biens et de leur accès, de leur répartition, sans doute plus encore de leur protection et, enfin, de la garantie des droits des générations futures à jouir également de ces biens d'intérêt commun.

*BORIES Clémentine, BOUGLÉ-LE ROUX Claire, CHARLIER Philippe Charlier et al., *Les restitutions des collections muséales : aspects politiques et juridiques*, [Le Kremlin Bicêtre], mare & martin, 2021, (coll. Droit & Science politique), 410 p.

COTE : INS-6.4-Res

Actes des deux journées d'études organisées en 2019, dans le cadre du projet de la COMUE Paris Lumière Les biens communs, un outil juridique à aiguïser et en coopération avec le laboratoire DANTE de l'Université de Versailles Saint-Quentin, Paris-Saclay. La première journée d'études s'est déroulée à Paris Nanterre ("A qui appartiennent les collections muséales ?") sous la direction de Cl. Bories, en collaboration avec Ph. Charlier. La seconde journée d'études s'est déroulée au musée du quai Branly Jacques Chirac ("L'avenir des collections muséales") sous la direction de Cl. Bories, Ph. Charlier, Cl. Bouglé-Le Roux et M. Clément-Fontaine.

*NÉGRI Vincent « La culture comme bien public mondial, un nouveau commun ? », In *Les biens communs. Usages et protection* [en ligne] : actes du colloque organisé par l'IERDJ, le 29 septembre 2023 à la Cour administrative d'appel de Marseille, Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice, 2024, p.35-40.

<<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04639615v1>> (consulté le 6 janvier 2026).

*NÉGRI Vincent (dir.), avec le concours de CORNU Marie, FORTIS Elisabeth, et al., *Archéologie & bien commun : figures de la propriété et du préjudice archéologiques : rapport final de recherche* [en ligne], [Paris], Mission de recherche Droit et Justice, 2021, 214 p.

COTE : INS-5.4.2.1-Arc

<http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2021/06/17.35-RF-Arche%CC%81ologie-et-bien-commun_Rapport-de-recherche.pdf> (consulté le 6 janvier 2026).

Le présent document constitue le rapport scientifique (n°17.35) d'une mission réalisée avec le soutien du GIP Mission de Recherche Droit et Justice (convention n°17.12.15.31 en date du 15 décembre 2017) et de la sous-direction de l'archéologie (Direction générale des patrimoines et de l'architecture, ministère de la culture).

*« Patrimoine et commun(s) = Heritages and common(s) », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [en ligne], 2021.

<<https://journals.openedition.org/insituarss/521>> (consulté le 6 janvier 2026).

- COMINELLI Francesca, CORNU Marie, et TORNATORE Jean-Louis
[Patrimoine et commun\(s\)](#) [Texte intégral]
Une proximité incertaine
- **L'eau comme patrimoine, comme commun et comme politique**
 - SIMON Sandrine
[Réintroduire le patrimoine de l'eau parmi les communs](#) [Texte intégral]
Pour un développement alternatif et durable au Maroc
 - CANGELOSI Elisabetta
[L'eau : d'un bien commun « par excellence » à l'enjeu d'une nouvelle dynamique entre public et commun](#) [Texte intégral]
 - COUTELLEC Léo
[L'eau aux bords du politique](#) [Texte intégral]
Reconquête des communs
- **Le patrimoine, des biens communs au commoning**
 - BERTACCHINI Enrico
[Capital culturel, district culturel et biens communs](#) [Texte intégral]
Vers une approche économique intégrée du patrimoine et du développement durable

- HANCE Clea
[Les enjeux de la reconnaissance juridique d'un intérêt commun indivisible des communautés en matière de patrimoine culturel](#) [Texte intégral]
- CANGELOSI Elisabetta
[Une perspective de genre pour les biens communs](#) [Texte intégral]
- FESTA Daniela
[Les biens culturels en Italie](#) [Texte intégral]
De l'« assaut » à la mise en commun
- DEFFAIRI Meryem
[Communs, patrimoine et patrimonialisation en droit de l'environnement](#) [Texte intégral]
- **Gestes spéculatifs**
- TANAS Alessia et GUTWIRTH Serge
[Une approche « écologique » des communs dans le droit](#) [Texte intégral]
Regards sur le patrimoine transpropriatif, les *usi civici* et la rivière-personne
- LANDIVAR Diego
[Animisme, patrimoine, communs](#) [Texte intégral]
Revendications ontologiques face au libéralisme tardif et à l'anthropocène

2. Philosophie

BOYANCÉ Michel, GUÉRY Bernard (dir.), *Le bien commun à la croisée des disciplines : philosophie, droit, économie, sciences de gestion*, Paris, Presses universitaires de l'IPC, 2018, 194 p.

Une approche pluridisciplinaire de la notion de bien commun et de son retour au cœur des discours politiques au XXI^e siècle. Les contributions abordent les différentes manières dont l'intérêt général se fait finalité des sociétés humaines au travers de la sociologie, de la psychologie, du droit ou encore de la philosophie.

Dynamiques du commun : entre Etat, marché et société, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, (coll. Philosophies pratiques), 373 p.

Avec la crise sanitaire et économique due à l'épidémie de Covid-19, l'esprit du commun se développe sous de nouvelles formes à la périphérie des institutions publiques et privées. La pluralité d'options et de voies possibles à partir desquelles il peut faire système est ici analysée en observant les conditions de déploiement, les transformations et les dimensions éthiques des mobilisations.

LOUZEAU Frédéric, MONOD Jean-Claude, TARDIVEL Emilie (dir.), *Dialectique du bien commun : la pensée politique de Gaston Fessard*, Paris, Hermann, De visu, 2022, 246 p.

Des contributions sur la pensée politique de Gaston Fessard (1897-1978), jésuite et philosophe engagé, au sujet de l'antique notion de bien commun.

PINIEUX Louis-Edgard de, *Le bien commun*, Chiré-en-Montreuil, Editions de Chiré, 2016, 45 p.

Une analyse de la notion de bien commun. L'auteur étudie son utilisation dans l'économie, la politique et la théologie, l'oppose au personnalisme et analyse en quoi la pensée moderne a déformé et perverti cette notion.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Deux lettres sur l'individu, la société et la vertu*, Paris, Mille et une nuits, 2012, (coll. La petite collection, n° 602), 53 p.

Réunit deux lettres de 1755 et 1757 dans lesquelles le philosophe expose sa conception de l'état social et du souci du bien commun.

3. Politique, économie

BOCCON-GIBOD Thomas, CRETOIS Pierre (dir.), *Etat social, propriété publique et biens communs*, Lormont, Le bord de l'eau, 2015, (coll. Les voies du politique), 300 p.

Une réflexion sur le statut de la propriété publique à la lumière de la notion de biens communs. Elle évalue dans quelle mesure l'Etat sert de paravent à l'appropriation privée, source d'inégalités en contradiction avec l'idéal démocratique, ou au contraire réalise et institutionnalise la communauté des biens.

CORIAT Benjamin, *Le bien commun, le climat et le marché : réponse à Jean Tirole*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2021, 135 p.

Cette analyse de l'ouvrage Economie du bien commun de Jean Tirole montre que les théories développées relèvent plus de la défense du rôle régulateur de l'Etat que d'un apport à l'étude des communs. L'économiste revient sur ce hold-up conceptuel en démontant les idées reçues et en proposant des pistes pour la mise en place de politiques publiques des biens communs efficaces.

CORIAT Benjamin, *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015, 294 p.

Un essai centré autour des communs, qui constituent un espoir de transformation sociale à partir d'institutions et d'entreprises qui proposent des ressources en accès ouvert. Développe une réflexion sur les potentialités qu'offre le renouveau de ces communaux collaboratifs.

CORIAT Benjamin, *La pandémie, l'anthropocène et le bien commun*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2020, 219 p.

L'Anthropocène, ce n'est pas seulement le dérèglement climatique, c'est aussi l'âge des pandémies à répétition : telle est la vérité nouvelle livrée par la crise du Covid-19. Et tel est aussi le point de départ de cet ouvrage. Dès lors, penser l'Anthropocène force à entrer dans un univers où crises climatiques et crises sanitaires sont un nouvel état permanent. L'Anthropocène, en bousculant les règles du jeu, bouscule aussi l'horizon et les manières de penser.

Au cœur de ce livre, la rencontre de deux grands récits : celui de l'Anthropocène, dont nous mesurons chaque jour davantage l'ampleur et la gravité des destructions qu'il inflige à notre planète, et celui des communs, tout autre, presque son opposé, sa forme polaire. Car, qu'il s'agisse de l'emprise sur la nature ou des relations entre humains, ce que porte le mouvement des communs se présente comme une nouvelle façon d'habiter le monde, de s'y lover pour le préserver et, par là même, d'assurer notre propre survie.

*Au-delà d'une gouvernance renouvelée du monde naturel, il s'agit de repenser l'action publique elle-même et de faire de nouveau des services publics de véritables biens communs. Se nourrir, se loger, se soigner, se déplacer, s'éduquer : voilà désormais les pôles d'activité autour desquels l'économie et la société doivent se recomposer, pour le service du **bien commun**.*

DARDOT Pierre, LAVAL Christian, *Commun : essai sur la révolution du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2015, 593 p.

Recueil d'articles de l'auteur, spécialiste des technologies de l'Internet et de la culture numérique, sur la notion de "communs", les pratiques collaboratives et l'organisation de communautés pour gérer les ressources partagées. La première partie est consacrée à la théorie des biens communs, la seconde aux communs de la connaissance et leurs enjeux pour les bibliothèques.

*DARDOT Pierre, LAVAL Christian, « Du public au commun », In *La gratuité : Eloge de l'inestimable*, *Revue du MAUSS* [en ligne], 2010/1, n° 35, p. 111- 122.

<https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2010-1-page-111.htm> (consulté le 6 janvier 2026).

« La démocratie des communs », *Esprit*, juin 2022, n° 486.

Un numéro explorant le concept de communs dans sa dimension théorique et pratique. Les contributeurs invitent à dépasser la logique propriétaire en concevant des formes de démocratisation de l'économie à même de repenser la notion d'intérêt général sous l'angle de l'autogouvernement et de la coopération.

DUPONT Emmanuel, JOURDAIN Edouard, *Les nouveaux biens communs : réinventer l'Etat et la propriété au XXI^e siècle*, La Tour-d'Aigue, Ed. de l'Aube ; Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2022, 88 p.

À l'heure où l'État et l'action publique sont questionnés, des citoyens s'organisent pour gérer ensemble des biens ou des services collectifs (un lieu patrimonial ou culturel, un espace de biodiversité, un tiers-lieu, de l'habitat collectif, des services à la personne, etc.). Ces initiatives, appelées « communs », portent une manière nouvelle de faire de la politique, privilégiant une prise en charge collective par les citoyens. Emmanuel Dupont et Édouard Jourdain nous montrent que, bien qu'encore peu reconnues, elles portent une dynamique de transformation profonde de notre rapport à l'État, mais aussi de notre approche de la propriété et des usages.

FELBER Christian, *Pour une économie du bien commun*, Paris, Dunod, 2022, 301 p.

Des explications sur l'Economy for the common good (ECG), un modèle économique alternatif fondé sur quatre piliers : justice sociale, participation démocratique, dignité humaine et durabilité. L'auteur est l'un des initiateurs de ce courant et montre comment l'économie de marché peut être orientée vers le bien commun, le bien public, l'économie du don et les ménages.

FERRATON Cyrille, VALLADE Delphine (dir.), *Les communs, un nouveau regard sur l'économie sociale et solidaire ?*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2019, (coll. Territoires en mutation), 249 p.

Une perspective sur les ressources partagées dans l'économie sociale et solidaire. Les initiatives passées, l'économie de partage, les activités génératrices d'innovation sociale et le développement local sont abordés au prisme des communs.

*FESTA Daniela et CHARBONNIER Pierre (dir.), « L'Italie des biens communs = Italy's commons » [dossier], *Tracés* [en ligne], 2016, n° 16, hors-série, « Traduire et introduire ».

<https://journals.openedition.org/traces/6509> (consulté le 6 janvier 2026).

*CHARBONNIER Pierre et FESTA Daniela

[Biens communs, beni comuni](#) [Texte intégral]

Introduction

• MARELLA Maria Rosaria Marella

[La propriété reconstruite : conflits sociaux et catégories juridiques](#) [Texte intégral]

• RODOTÀ Stefano

[Vers les biens communs. Souveraineté et propriété au XXI^e siècle](#) [Texte intégral]

• FESTA Daniela

[Les communs urbains. L'invention du commun](#) [Texte intégral]

• DARDOT Pierre

[Les limites du juridique](#) [Texte intégral]

Le dossier « Biens communs, beni comuni » restitue l'originalité d'une théorie des communs, élaborée par les universitaires dans une Italie où foyers de contestations et initiatives politiques ont alimenté une conception alternative des rapports entre droit et politique. Les textes réunis ici font le point sur les transformations sociales en cours et sur la façon dont le droit tente de leur faire écho.

*FLAHAULT François, « Bien commun », In CASILLO Ilaria avec BARBIER Rémi, BLONDIAUX Loïc, CHATEAURAYNAUD Francis, FOURNIAU Jean-Michel., LEFEBVRE Rémi, NEVEU Catherine et SALLES Denis (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation (Dicopart)*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

<<https://www.dicopart.fr/fr/dico/bien-commun>> (consulté le 6 janvier 2026).

<<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02456891>> (consulté le 6 janvier 2026).

FLAHAULT François, *Où est passé le bien commun ?*, Paris, Mille et une nuits, 2011, (coll. Essai), 251 p.

L'auteur redéfinit le bien commun sans faire appel à une quelconque transcendance et éclaire ainsi tous les enjeux actuels de l'existence sociale, autrement recouverts par l'économisme.

JOURDAIN Edouard, *Les communs*, Paris, Que sais-je ?, 2021, (coll. Que sais-je ?, n° 4201), 126 p.

Les communs sont une ressource gérée collectivement par une communauté. Fait ancien, ils refont surface face à la menace de leur disparition dans la société capitaliste néo-libérale. Fondamentalement politiques, ils portent une vision collective réévaluant les rapports sociaux ainsi que la répartition des richesses et induit de nouvelles formes d'organisation, de coopération et d'engagement.

KABONGO KAPENDA Edouard Flory, *Revenir vers le bien commun : une notion ignorée ou mal comprise aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2020, (coll. Questions contemporaines), 114 p.

Alors que les richesses en République démocratique du Congo sont accaparées par une petite oligarchie, l'auteur défend le principe du bien commun comme condition de la paix sociale et nouveau mode du vivre ensemble. Il définit cette notion, souvent mal comprise, et montre son utilité pour faire du pays un lieu de justice, d'égalité, de solidarité, de responsabilité et de respect du bien public.

LASIDA Elena et TARDIVEL Emilie (dir.), *Libéralisme et bien commun*, Paris, Institut catholique de Paris, 2016, (coll. *Transversalités*, suppl. n° 4).

Voir notamment :

A. de Nanteuil, « Libéralisme et bien commun dans le droit international contemporain : réflexions sur deux notions non juridiques à l'origine du phénomène juridique », p. 17-40.

*LOMAZZI Lisiane MENARD Marc, « Où en est la théorie du/des commun(s) ? Vers une économie politique culturelle », *tic&société* [En ligne], Vol. 12, n° 1

<<http://journals.openedition.org/ticetsociete/2381>> (consulté le 6 janvier 2026).

Depuis les années 1990, on observe un renouveau des communs tant comme revendication d'actions collectives contre la dépossession que comme objet de recherche. Au regard de la multiplication des publications sur le sujet ces dernières années, cet engouement ne semble pas faiblir, au contraire. Il apparaît dès lors nécessaire de faire le point. Dans un premier temps, il s'agit donc de dresser un état des lieux conceptuel afin de distinguer les biens communs, les communs et le commun. Dans un deuxième temps, à partir des différentes définitions proposées, cet article aborde les liens établis par la socioéconomie des communs (Ostrom et al., Coriat et al.) et la sociopolitique du commun (Dardot et Laval) entre propriété, marché et État, soit le triptyque de la modernité juridique. Dans un troisième temps, nous évoquerons l'impensé de la dimension technique des communs informationnels. En guise de conclusion, nous esquisserons à grands traits les perspectives offertes par une économie politique culturelle des/du commun(s). L'objectif de cet article est de rendre compte des principaux apports et limites des recherches sur le(s) commun(s) afin d'ouvrir la voie à de nouveaux champs d'investigation.

MICHON Perrine, *Les biens communs : un modèle alternatif pour habiter nos territoires au XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, 312 p.

La notion de biens communs, mise en valeur par les travaux d'Elinor Ostrom, propose une autre manière de concevoir les rapports sociaux, économiques et politiques, qui sort des clivages Etat-marché, privé-public ou encore homme-environnement. Cet ouvrage en propose des regards théoriques et opérationnels, accompagnés de trois entretiens avec P. Boucheron, P. Descola et P. Viveret.

PETRELLA Riccardo, *Le bien commun. Eloge de la solidarité*, Lausanne, Page deux, 1998, (coll. Cahiers Libres), 130 p.

L'ensemble des pays du monde est confronté à la nécessité de la construction d'une « bonne » société à l'échelle du globe. Le rendez-vous est désormais pris avec la solidarité mondiale et non plus nationale ou continentale. Tel est le défi d'une citoyenneté civile, sociale et économique, à redéfinir aujourd'hui. Ce défi peut être relevé. Comment ? En refusant de se prosterner devant les nouvelles « Tables de la Loi » de la compétitivité, qui visent à transformer chaque être humain en concurrent de l'autre. A cette fin, l'auteur préconise d'abandonner le système de valeurs imposé par l'économie de marché mondialisée, libéralisée, déréglementée, privatisée.

PETRELLA Riccardo, *Pour une nouvelle narration du monde : Humanité, biens communs, vivre ensemble*, Montréal, ÉCOSOCIÉTÉ, 2008.

Riccardo Petrella analyse la narration dominante, qu'il nomme la Théologie universelle capitaliste et démontre que la construction d'un monde différent passe d'abord par l'invention d'une autre façon de voir les choses et de les nommer. Il met de l'avant des principes fondateurs d'humanité, de solidarité, de paix, de droit de tous à la vie sur terre qui doivent devenir des priorités.

PHARO Patrick, *Eloge des communs*, Paris, PUF, 2020, 272 p.

L'auteur décrit l'histoire de l'abandon du commun par les adversaires de l'Etat social mis en place à la Libération et développe une critique de la sacralisation de la propriété privée afin de retrouver le sens de la communauté indifférenciée du contrat social. Il montre qu'une telle approche est particulièrement nécessaire pour préserver l'environnement et se défaire du capitalisme.

Propriété et communs : idées reçues et propositions, Bruxelles, Utopia, 2018, (coll. Controverses), 106 p.

Entre le privé et le public, nous assistons un peu partout dans le monde à une renaissance des communs. En réalité ils n'ont jamais disparu et on estime que près de deux milliards de personnes appliquent le principe de communs- pour des biens et services de leur vie quotidienne. Le concept de commun, qui demande la coexistence d'une ressource définie, d'une communauté déterminée et d'un mode de gouvernance collectif, renvoie à la prise de conscience des limites d'une régulation par le marché ou par le public. À travers dix idées reçues, ce livre interroge les communs- et repose la question taboue de la propriété et de l'héritage, donc des rapports de pouvoir. Car toute extension du domaine des communs entraîne la remise en cause des pouvoirs donnés aux propriétaires, qu'ils soient privés ou publics.

Protéger les générations futures par les biens communs, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2014, (coll. Tendances de la cohésion sociale, n° 26), 340 p.

Des pratiques, des méthodes et des solutions pour renouveler les configurations des relations sociales par la mutualisation des biens, en intégrant les intérêts des générations futures dans les institutions et les processus décisionnels de la Communauté européenne. Au-delà de l'approche libérale de la justice intergénérationnelle et distributive, elle met l'accent sur la notion de bien commun.

PARANCE Béatrice et SAINT-VICTOR Jacques de (dir.), **Repenser les biens communs**, Paris, CNRS éditions, 2014, 313 p.

L'eau, l'air, les ressources naturelles et les fonds marins, certains médicaments, le spectre hertzien, le numérique... peuvent être analysés comme des « biens communs ». Nécessaires à tous, il convient d'en offrir l'usage à chacun. Mais par quels outils ? Si, au Moyen-Âge, il existait des biens communaux et des droits d'usage, comme celui des forêts, le droit moderne occidental a fait de la propriété, publique ou privée, la pierre angulaire de tous les rapports entre les personnes et les choses. Après la chute du Mur, la privatisation des biens a même fini par devenir le dogme. Avec parfois des dérives dramatiques : ainsi, en Bolivie, la privatisation de l'eau au cours des années 2000 a eu pour conséquence de soulever une véritable révolte des populations locales. Suite à la « guerre de l'eau » dite de « Cochacamba », cette ressource y est désormais un bien commun, et la constitution bolivienne est une des premières à reconnaître cette notion.

Comment régler les droits d'accès et la protection de certains biens que l'on considère comme essentiels pour la survie de l'espèce ! Quels mécanismes juridiques utiliser pour en protéger et en partager l'accès ? Si penser les biens communs est une absolue nécessité, c'est aussi une impasse intellectuelle de notre droit, qui ne dispose pas de réponses satisfaisantes dans ses catégories classiques. Le droit doit donc, de toute urgence, se réinventer. Telles sont les ambitions de cet ouvrage.

« Résilience des communs à l'heure de l'anthropocène », *Revue internationale des études du développement*, 2026, n° 259.

Dossier consacré aux usages et mésusages du terme résilience dans le champ du développement, afin de questionner la gestion des biens communs en tant que nouvelle approche de la résilience.

TARDIVEL Emilie, BOURDIN Bernard et RENAUD-BOULESTEIX Bénédicte (dir.), **Bien commun, quelle efficacité politique et économique de la prescription morale ?**, Paris, Hermann, 2025, 178 p.

Cet ouvrage collectif entend éclairer les diverses significations théoriques et pratiques de la notion de bien commun en retraçant sa généalogie depuis sa réinterprétation par Thomas d'Aquin jusqu'à ses développements contemporains.

TARDIVEL Emilie, « De la responsabilité sociale à la responsabilité territoriale. Vers une approche locale de la contribution des entreprises au bien commun », *Transversalités*, 2024/1, n° 168, p. 71-81.

Depuis quelques années, la responsabilité territoriale de l'entreprise (RTE) fait l'objet en France d'une réflexion théorique et pratique ayant donné lieu à différents rapports. En nous appuyant sur trois d'entre eux, issus d'une association, d'une grande école de gestion et d'un service gouvernemental (ORÉE, 2017 ; ESSEC, 2018 ; France Stratégie, 2018), le but de cet article est de montrer qu'il est aujourd'hui nécessaire de poursuivre cette réflexion après la loi PACTE (2019), en repensant l'enjeu de la responsabilité territoriale de l'entreprise à partir d'une perspective critique sur les limites de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et d'une définition opératoire du bien commun.

THOMÉ Pierre, avec la participation de HUET Jean, **(Biens) communs, quel avenir ? Un enjeu stratégique pour l'économie sociale et solidaire**, Gap, Editions Yves Michel, 2016, 120 p.

Cet essai cherche à clarifier le concept de Commun défini, non comme un bien, mais comme un processus, le plus souvent à l'initiative de citoyens associés, mais aussi d'élus locaux ; processus débouchant sur une construction sociale solidement ancrée à un territoire et dont la gouvernance peut rassembler autour de la même table : collectifs de citoyens, acteurs publics et acteurs institutionnels privés. En France, il semblerait que le modèle récent de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) soit bien adapté à ce type de co-gouvernance, plusieurs exemples sont présentés. Il fait principalement état de COMMUNS se rapportant aux ressources naturelles les plus vitales (eau, terre arable, énergie...), il est donc beaucoup question de ruralité, d'alimentation, d'environnement...

TIROLE Jean, **Economie du bien commun**, Paris, PUF, 2018, (coll. Quadrige), 642 p.

Dans cet ouvrage visant un large public, le prix Nobel d'économie 2014 dresse un panorama des grandes problématiques de l'économie du XXI^e siècle, abordant des sujets tels que l'économie numérique, l'innovation, le chômage, le changement climatique, la finance et les marchés financiers.

TOUFFUT Jean-Philippe (dir.), **L'avancée des biens publics : politique de l'intérêt général et mondialisation** : colloque du Centre Cournot pour la recherche en économie, Paris, 2003, Paris, Albin Michel, 2006, (coll. Bibliothèque Albin Michel. Economie. Collection présentée par Robert Solow), 218 p.

Présentation des définitions et des classifications des biens publics et examen de ses aspects organisationnels et financiers. Analyse également, sous l'angle institutionnel et dans le cadre européen, la construction et la préservation des biens publics

4. Aspects religieux

Christianisme et bien commun, *Transversalités*, 2014/3, n° 131, 200 p.

La notion de bien commun fait aujourd'hui l'objet d'une attention nouvelle. Après un relatif oubli à l'époque moderne, elle connaît un retour en force dans le champ académique et une entrée décisive dans le champ réglementaire, à travers les nouvelles normes relatives au développement durable. Mais ce qui s'impose comme un constat ne va pas de soi et certains seraient en droit de se demander : comment un ancien concept philosophique et théologique, si critiqué par le libéralisme (soucieux du primat des droits individuels sur le bien collectif), permettrait-il de répondre aux défis politiques et économiques du monde contemporain ? Se trompe-t-on sur le terme utilisé ou est-ce au contraire la critique libérale qui en appelle à une contre-critique, susceptible de mettre au jour les potentialités insoupçonnées de la notion de bien commun, au singulier comme au pluriel ?

Christianisme et bien commun (II), *Transversalités*, 2016/3, n° 138, 190 p.

À la suite du numéro 131 de Transversalités publié à l'automne 2014, le présent dossier propose trois textes issus des travaux du projet prioritaire d'innovation sur le bien commun, rassemblant des enseignants-chercheurs des Facultés de Sciences Sociales et Économiques (FASSE) et de Philosophie, ainsi que des chargés d'enseignements, des doctorants et quelques intervenants extérieurs. Il constitue plus précisément le second volet de la recherche menée en 2013-2014 sur le rapport entre « Christianisme et bien commun ».

Pr ARTUS Olivier, CHALENDAR Pierre-André de, TARDIVEL Emilie et VILLEMIN Laurent (dir.), « Bien commun : urgences et défis d'une espérance », *Cahiers de la Chaire Bien commun*, 2017 (1re éd.), 2019 (2e éd.), n° 1.

Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise, Paris, Cerf, 2005, 530 p.

*La lecture de ces pages est avant tout proposée pour soutenir et inciter l'action des chrétiens dans le domaine social, en particulier des fidèles laïcs, dont c'est le lieu spécifique ; toute leur vie doit être une œuvre féconde d'évangélisation. Tout croyant doit apprendre avant tout à obéir au Seigneur avec la force de la foi, à l'exemple de saint Pierre : "Maître, nous avons peiné toute la nuit sans rien prendre, mais sur ta parole je vais lâcher les filets" (Lc 5, 5). Tout lecteur de "bonne volonté" pourra connaître les motifs qui poussent l'Eglise à intervenir avec une doctrine dans le domaine social qui, à première vue, ne semble pas relever de sa compétence, ainsi que les raisons d'une rencontre, d'un dialogue, d'une collaboration, pour servir le **bien commun**.* »
Renato Raffaele Card. Martino, Président du Conseil pontifical Justice et paix

GABELLIERI Emmanuel, PUPPINCK Gregor, MESTRALLET Eric et al., *Enracinement et bien commun*. Par l'Académie d'éducation et d'études sociales, Alençon, Editions du Bien commun, (coll. Annales-Académie d'éducation et d'études sociales), 2022, 267 p.

Comptes rendus des travaux menés par une assemblée pluridisciplinaire catholique entre 2019 et 2021 autour de la notion de bien commun et de son rapport à la société dans une perspective chrétienne. Les auteurs se rejoignent sur la question de l'identité et leurs contributions visent à esquisser une définition de cette notion au prisme de leur positionnement confessionnel.

LE CORRE Françoise, *Le bien commun, un combat spirituel*, Paris, SER, 2022, (Coll. Christus, n° 274), 127 p.

Les contributeurs rappellent que l'une des missions du chrétien est de servir le bien commun et d'œuvrer au bonheur de vivre ensemble, au-delà des intérêts particuliers, des différences et des divergences.

Père Jean-Dominique, *Le bien commun : joie commune*, Chiré-en-Montreuil, Editions de Chiré, 2022, 222 p.

Une étude consacrée à la notion de bien commun abondant, en quatorze chapitres, des thèmes tels que le bien particulier, la communauté politique, la politique de Lucifer ou encore la tyrannie.

5. Environnement, développement durable

*ATTARD Jérôme, « Le fondement solidariste du concept "environnement-patrimoine commun" », *Revue juridique de l'environnement* [en ligne], 2003, n° 2, p. 161-176.

https://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_2003_num2_4146 (consulté le 6 janvier 2026).

BEAUCHARD Jacques, *Le bien commun : enjeu politique du développement durable*, Paris, L'Harmattan, 2021, (coll. Questions contemporaines), 82 p.

Une réflexion sur le bien commun, qui englobe l'espace maritime, la montagne ou encore la flore, menacés par les catastrophes dues au réchauffement climatique. Les sites et leur patrimoine vivant et non vivant sont porteurs d'une coopération vitale horizontale, seule à même de gérer un développement durable.

« Biens communs et territoires », *Espaces et sociétés*, 2019, n° 175, 251 p.

Ce dossier met en lumière le concept de biens communs dans le contexte de l'aménagement, de l'urbanisme et du développement des territoires ainsi que ses enjeux. Il analyse également ce que cette tendance révèle sur la société ainsi que sur les nouvelles approches de la gestion des ressources communes et des territoires.

DELMAS Bruno, LE ROY Etienne (dir.), *Les communs, aujourd'hui ! : enjeux planétaires d'une gestion locale des ressources renouvelables*, Paris, Khartala, (coll. Hommes et sociétés), 228 p.

Ces contributions s'intéressent au devenir des communs dans la société actuelle. Ces modes de gestion de ressources matérielles ou immatérielles, spécialement foncières, fondés sur le partage des potentialités de ces ressources, connaissent en effet une mutation, due notamment à la révolution numérique et aux initiatives des pays du Sud réagissant aux évolutions climatiques et sociétales.

LILLE François, *On peut changer le monde : à la recherche des biens publics mondiaux*, Paris, La Découverte, 2003, (coll. Sur le vif), 126 p.

Aborde la problématique de la gestion et du développement durable des biens publics mondiaux, qui ne peuvent être soumis aux mécanismes de la mondialisation et de sa logique de consommation jusqu'à l'excès. Pour les auteurs, ces biens sont des exigences qui proviennent des droits humains et écologiques fondamentaux.

MAKOVIK Jessica, JOLIVET Simon (dir.), *Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?*, Limoges, PULIM, 2017, (coll. Les cahiers du Criveau), 210 p.

Contributions sur la définition des différents statuts juridiques applicables aux biens communs environnementaux, sur les qualifications de ces biens et le régime juridique correspondant aux différentes qualifications.

NAJI Salima, *Architectures du bien commun : pour une éthique de la préservation*, Genève, Métispresses, 2019, (coll. VuesDensemble. Essais), 236 p.

Une réflexion critique s'attachant à définir les conditions d'une régulation de la production architecturale dans un contexte de forte contrainte environnementale pour sortir de l'usage inconsidéré du béton, pourvoyeur de dégâts écologiques et sociaux. S'appuyant sur l'exemple des oasis marocaines, l'auteure défend l'architecture vernaculaire et le recours aux matériaux premiers.

6. Numérique, nouvelles technologies

*DEVAUCHELLE Bruno, *Comment le numérique transforme les lieux de savoirs : le numérique au service du bien commun et de l'accès au savoir pour tous*, [Limoges], Fyp, 2021, (coll. Société de la connaissance), 191 p.

COTE : TEC-8.1-DEV

L'auteur porte un regard critique sur les lieux traditionnels de savoirs. Après avoir retracé et analysé l'histoire et les enjeux du déploiement des TIC, au sein des institutions culturelles et de l'école, jusqu'à nos jours avec les e-learning et learning-center, il fournit ensuite les clés et informations pour développer ces technologies et les mettre au service du bien commun et du savoir pour tous.

LE CROSNIER Hervé, *En communs. Une introduction aux communs de la connaissance*, Caen, C&F éditions, 2015, (coll. Blogollection), 252 p.

Les connaissances sont des ressources sensibles : leur partage permet de réaliser la paix et les autres droits fondamentaux. Au contraire, leur transformation en biens économiques privés dans une « économie de la connaissance » est source d'exclusion, de restriction des savoirs et de limitation de leur circulation.

Une longue tradition d'étude des communs matériels souligne le rôle des communautés pour la gestion de ressources finies impliquant un usage dit rival. Le numérique introduit quant à lui une opportunité nouvelle par son caractère additif et multiplicatif. Sensibiliser et assurer la gestion et le partage des connaissances, alerter des risques et méthodes d'enclosure, définir le faisceau de droits adapté... de nombreux mouvements issus des transformations numériques de la société (logiciels libres, Creative Commons, accès libre aux publications scientifiques, etc.) permettent une autre approche des défis contemporains.

Consulter également dans la médiathèque numérique de l'INP



Patrimoine, culture & commun(s)

<<https://mediatheque-numerique.inp.fr/mediatheque/folder/patrimoine-culture-communs-351>>

(consulté le 6 janvier 2026).

Podcasts de la journée d'études organisée par l'Institut national du patrimoine (INP) et l'Institut des sciences sociales du politique (ISP – UMR 7220), 30 mars 2022.

Droits d'auteur

© Institut national du patrimoine